

Obama: rupture ou continuité?

L'« Obamania » passée, la politique étrangère du nouveau président reste énigmatique, laissant l'observateur perplexe. S'agit-il d'un véritable changement de fond ? Ou bien d'une continuité qui ne veut pas dire son nom, et qui se camoufle dans une rhétorique attrayante ? Analyse.

Bertrand BADIE, politologue, professeur à Sciences Po Paris

La dernière élection américaine a conduit à tous les excès. Les derniers temps de la campagne et la prise de fonction ont donné naissance à une « Obamania » dont chacun admet aujourd'hui les abus. La première année du mandat s'est au contraire achevée dans un désenchantement outré qui rejoignait, dans l'aigreur, l'hostilité dont les adversaires du nouveau président étaient porteurs. L'adoption du projet de loi sur l'assurance santé a, de nouveau, déchaîné des passions, jusqu'à l'indigne caricature brossée par une extrême droite américaine, n'hésitant pas à comparer l'hôte de la Maison Blanche à Hitler et à Lénine en même temps...

Au-delà des réactions épidermiques, peu de choses. S'agit-il d'un pragmatisme qui conduit Barack Obama à attendre l'événement pour tenter de le forger ? Ou de prudence, voire de modestie, face à une crise grave frappant le leadership américain, mis à mal, après le Vietnam, dans tous les grands dossiers ? Ou encore d'une rupture annoncée qui prend son temps pour se manifester, tant le tournant est périlleux ?

Toutes les options sont encore possibles, mais, pourtant, quatre points forts sont acquis. Le pre-

Le désengagement en Irak était amorcé avant même le changement de président, le dossier afghan n'a fait qu'épaissir, tout en s'élargissant au Pakistan, tandis que la question israélo-palestinienne n'évolue que partiellement dans les mots...

mier éclaire sur une omission : Obama aurait pu être l'auteur d'un « new deal international », comparable à celui tenté par Franklin Roosevelt dans le domaine de l'économie. D'un certain point de vue, le besoin de reconfiguration était aussi fort. Le désastre international de Bush qui avait annoncé des changements de régime en chaîne ressemble à celui de Hoover dans l'ordre de l'économie. Les bouleversements affectant l'ordre international depuis 1989 sont à la mesure de ceux qui nous firent passer à une nouvelle économie dans les années 1930. Le candidat ne l'a pas annoncé, le Président ne l'a pas fait : rien dans ses promesses ne préfigurait de substantielles transformations.

Un discours qui pose question...

Deuxième évidence : la rhétorique est soigneusement modifiée. Tour à tour à Istanbul, puis au Caire, mais aussi à New York, lors de « sa » première assemblée générale des Nations unies, le nouveau président a choisi de donner la priorité à la diversité du monde, faite de cultures, de civilisations, de religions différentes. Partout et notamment à l'ONU, toutes les valeurs associées à la diversité reprenaient le dessus :

respect, pluralité, négociation, compromis. On perçoit une méthode, utilisée aussi bien en politique intérieure ; on devine un système de pensée qui fait corps aussi clairement avec le credo américain, tout en appartenant à une face qui le distingue nettement de son prédécesseur : on ne flatte plus le modèle politique américain, mais l'attitude de la « First New Nation », à intégrer, combiner, mélanger. Cette nouvelle grammaire n'est pas à négliger, pour comprendre la suite, les mains tendues à l'Iran, à la Chine, l'approche plus volontariste de la question palestinienne. En même temps, on pressent ici que le messianisme américain ne disparaît pas comme matrice d'action.

Troisième évidence : la carte politique du monde dont se sert Barack Obama n'est pas la même que celle de ces prédécesseurs. Peut-être à cause de son itinéraire personnel, son regard vers le Sud est plus soutenu. Par analyse et conviction, il affiche un intérêt certain pour l'Asie, plus précisément pour un tête-à-tête sino-américain, qui gagne un sens à mesure que la crise financière mondiale se fait sentir. Mieux encore, son retour notable vers la Russie, qui se traduit notamment par la conclusion d'une nouvelle phase des accords START sur le désarmement, dénote une fidélité certaine aux principes de la *realpolitik* classique, mais aussi une volonté très nette de contenir les instabilités nouvelles par des alliances de puissances confirmées. Son peu de cas pour l'Europe démontre que, dans son esprit, le vieux continent ne relève que marginalement de cette catégorie.

Quatrième évidence : les points fixes restent nombreux. On chercherait en vain les traces d'une vraie rupture. Nulle phrase n'indique une volonté de reconsidérer le leadership américain dans le monde. Alors qu'aux États-Unis même, certains milieux



En restant attachée à une grammaire réaliste, la superpuissance américaine risque le statisme, voire l'enlissement. Obama est extrêmement prudent dès qu'il s'agit de reconsidérer les nouveaux conflits internationaux.

© DR

intellectuels commencent à douter de l'intangibilité de l'hégémonie, découvrant l'illusion de l'unipolarité et appellent, comme Seyom Brown, à une « *déclaration d'interdépendance* », Barack Obama n'adhère explicitement à aucune de ces formules. Plus concrètement, le désengagement en Irak était amorcé avant même le changement de président, le dossier afghan n'a fait qu'épaissir, tout en s'élargissant au Pakistan, tandis que la

question israélo-palestinienne n'évolue que partiellement dans les mots. Si le nouveau président condamne les nouvelles colonisations juives en Palestine et met en scène son aigreur sincère à l'encontre de Benjamin Natanayahu, on chercherait en vain les voies par lesquelles il pourrait réellement intimider les dirigeants israéliens et les contraindre à changer de direction : si ceux-ci ne réagissent pas, c'est précisément parce qu'ils

tiennent la pression américaine pour peu crédible.

Peut-être trouve-t-on ici les deux premières clefs de l'énigme. D'une part, il est toujours coûteux de changer de politique étrangère. Celle-ci correspond à un investissement sur le long terme, à l'effet des « structures » (économiques, financières, sans compter le poids des lobbies, considérable sur la question proche-orientale). D'autre part, l'allié petit ou moyen, voire le client, dispose d'une capacité de pression et même de contrainte sur le protecteur, qui n'est nullement négligeable. Celui qui est sur le terrain a davantage de prise sur la gestion des enjeux conflictuels que celui qui observe depuis son poste de commandement...

Une superpuissance prudente et limitée

Ce constat un peu désabusé, porté sur la relativité de la puissance, révèle la contradiction majeure à laquelle Washington est aujourd'hui confrontée. En restant attachée à une grammaire réaliste, issue de la bipolarité et reposant sur la fameuse « *power politics* », la superpuissance américaine risque le statisme, voire l'enlissement. Obama est extrêmement prudent dès qu'il s'agit de reconsidérer les nouveaux conflits internationaux. A force de redire qu'en Afghanistan, on cherche d'abord à terrasser le terrorisme, il s'oblige à réduire les guerres contemporaines à un schéma clausewitzien périmé. La nature « asymétrique » des conflits, leur insertion dans des tissus sociaux profondément détériorés par le sous-développement, la pauvreté, la corruption, et toutes formes de pathologies sociales ne retiennent pas manifestement son attention de stratège. Que le Pakistan voisin, avec ses milliers d'affamés urbains, de déplacés, de jeunes sans emploi soit une proie évidente pour les talibans relève d'un raisonnement sociologique des plus



INTERNATIONAL

États-Unis

pertinents, qui n'est pas encore intégré, manifestement dans les calculs de la Maison Blanche.

Cette lecture du monde heurte de plein fouet les postulats fondateurs de la puissance. En cela, elle est coûteuse, déstabilisante, et même périlleuse dans le court terme.

Une lecture du monde dangereuse ?

Si on regarde le profil de ceux qui se partagent les principales responsabilités au sein de l'administration Obama, il paraît clair que les relais n'existent pas pour la mettre en œuvre. En nommant Hillary Clinton au département d'Etat, en confirmant Robert Gates au Pentagone, en promouvant Petraeus et Mac Crystal à la tête des opérations militaires, en envoyant Susan Rice aux Nations unies, le nouveau président savait qu'il donnait une image de prudent retour aux années 1990.

Celui-ci, en prolongeant le modèle classique, conduit à plusieurs effets dangereux. Dans un monde asymétrique, l'argument de puissance a tôt fait de se transformer en formule de domination, voire en construction oligarchique. N'ayant face à elle aucun camp de même force, la « famille occidentale », cristallisée autour de la superpuissance américaine, fait figure d'aristocratie mondiale, imposant ses valeurs et ses normes comme le parachèvement de tout développement. Barack Obama n'a manifestement pas cherché à prendre ses distances vis-à-vis d'une telle construction et des formes qu'elle revêt à travers la pérennisation de l'Otan et de l'idée même « d'occidentalité ». On chercherait vraiment la moindre trace de nuance ou de discussion dans cet univers conceptuel, qui continue même à vouloir s'imposer comme clef de voûte de l'ordre international. Ce point fixe alimente d'autant mieux les diplomaties contestataires, qui trouvent dans la stigmatisation du dominant un moyen commode d'exister au sein du

la « famille occidentale », cristallisée autour de la superpuissance américaine, fait figure d'aristocratie mondiale, imposant ses valeurs et ses normes. Ce point fixe alimente d'autant mieux les diplomaties contestataires, qui trouvent dans la stigmatisation du dominant un moyen commode d'exister au sein du nouveau concert international.

nouveau concert international. Sous des formes radicales (l'Iran d'Ahmadinejad) plus contenues (le Vénézuéla et l'alliance bolivarienne) ou modérées (le Brésil de Lula, l'Afrique du Sud), ces diplomaties compensent par une action contestataire plus ou moins substantielle leur déficit de puissance qui leur interdit de rivaliser avec les Etats-Unis. Outre que les diplomaties de ce type ont de réels effets d'entraînement, contenant l'influence américaine au Sud et intégrant les sociétés souffrantes dans leur jeu, elles limitent évidemment la capacité de négociation de Washington avec les Etats tenus pour déviants.

On peut sérieusement émettre l'hypothèse que, pour ces raisons, une diplomatie de puissance a peu de chance de résoudre la crise ouverte, depuis sept ans, avec l'Iran. Barack Obama a multiplié les signes d'apaisement en direction de la République islamique, sans être réellement payé de retour, ce qui a contribué à radicaliser les plus durs, à l'instar de la France de Nicolas Sarkozy. Paradoxalement, il a été entravé dans sa manœuvre par l'éveil de la contestation intérieure, qui a incité le Président « mal élu » à faire monter les enchères et à jouer la carte de l'intransigeance nationaliste. La retenue du Président américain a probablement évité le pire : afficher une collusion entre l'opposition iranienne et le « grand Satan »...

Obama face au « dilemme de l'héritier »

Cette difficile équation (que les chancelleries européennes simplifient excessivement et dangereusement) montre qu'on n'est plus dans le contexte classique où s'entrechoquent des diplomaties concurrentes. Ahmadinejad a su faire du dossier nucléaire une arme de contestation diplomatique, un moyen d'occuper la scène régionale et internationale, l'exutoire d'un nationalisme iranien contrarié et traditionnelle-

ment sourcilleux, une façon de reprendre la main dans l'arène moyen-orientale. Non seulement trop de bonnes raisons s'accumulent pour interdire aux radicaux iraniens de lâcher prise, mais, conformément à un usage qui s'installe dans les nouvelles relations internationales, tout recours à des sanctions, a fortiori à la force, ne peut que conforter les contestataires les plus virulents dans leur rôle favori.

Plus encore, en restant dans le registre hégémonique, en ne parvenant pas à progresser vers une solution en Palestine ou en Afghanistan, le maître de la Maison Blanche se cale dans un rôle qui le prive de toute marge de manœuvre face au régime iranien. La diplomatie contestataire, contrairement aux diplomaties de puissance, ne cherche ni la victoire (qu'elle sait improbable) ni la négociation, mais l'exploitation durable, on pourrait dire viagère, d'une crise dont précisément la longueur et l'indécision affaiblissent le plus fort et popularisent le plus faible... Sur l'Iran comme sur le reste, la dominante « continuiste » de la politique américaine pérennise les crises, quelles que soient les manifestations de bonne volonté.

Ayant l'intuition du poids grandissant des peuples et des sociétés, Obama est allé à leur rencontre avec cette rhétorique brillante qui reste son arme favorite. C'était sans compter avec le dilemme de l'héritier, qui reçoit en succession des œuvres qu'il n'aurait peut-être pas accomplies, mais dont il mesure la difficulté et le coût énormes de s'en débarrasser. Dans cet héritage figure encore l'idée qu'un homme ne vaut pas un autre homme, qu'un mort au Nord est plus tragique qu'un mort au Sud, qu'une victime en Palestine est moins dramatique qu'une victime en Israël : le cycle de l'humiliation et de la violence est alors relancé, contre lequel la puissance ne peut rien. ●